

Prostitution des mineurs : Un réseau national d'acteurs se mobilise autour du projet PARÉ

En France, 10 000 mineurs seraient aujourd'hui victimes de prostitution selon les associations. Pour endiguer ce phénomène, le gouvernement présentait en février 2022 un plan national de lutte contre la prostitution des mineurs prévoyant notamment la création d'un réseau d'acteurs sur l'ensemble du territoire. Un an plus tard, cette initiative pilotée par la Fondation Droit d'Enfance prend forme avec [le projet PARÉ \(Piloter & Animer un RÉseau d'acteurs mobilisés\) contre la prostitution des mineurs.](#)

L'objectif de ce projet financé par la [Direction Générale de la Cohésion Sociale \(DGCS\)](#) est de créer une animation d'acteurs nationaux et locaux de la société civile mobilisés sur l'ensemble du territoire français. A l'échelle locale, [Droit d'Enfance](#) appuiera certains territoires dans la mise en lien de partenaires, l'identification de pratiques prometteuses et la mise en place de protocoles, d'outils collaboratifs et de stratégies communes d'accompagnement des mineurs. Son objectif : améliorer le repérage, l'orientation et l'accompagnement des mineurs victimes de prostitution, de leurs proches et des professionnels.

En facilitant les échanges entre les structures de protection de l'enfance et celles qui sont spécialisées, la Fondation espère aider à la mobilisation et à l'implantation de partenaires dans les départements disposant de peu de structures et valoriser l'ensemble des formations existantes pour les professionnels.

Un phénomène croissant qui touche tous les milieux sociaux

Les victimes, qui souvent ne se reconnaissent pas comme telles, sont majoritairement des jeunes filles, de 13 à 17 ans en moyenne, issues de tous les milieux sociaux. La plupart de ces mineurs ont vécu des événements qui ont fragilisé leur développement voire ont subi des violences physiques, sexuelles ou psychologiques dans leur enfance. Une grande proportion souffre également de carences affectives ou éducatives pouvant expliquer le basculement dans des conduites à risques (fugues, addictions) et vers le milieu prostitutionnel. Face à ce phénomène récent, dont le développement a été facilité par l'émergence des réseaux sociaux et des applications de messagerie, les parents, les proches et les professionnels se sentent le plus souvent démunis.

Un centre de ressources dédié à la prostitution des mineurs

Pour les appuyer et leur permettre d'accéder à des informations fiables, une plateforme online recensant toutes les ressources utiles sur la thématique sera mise en ligne prochainement sur le site de Droit d'Enfance. Alimentée par des professionnels formés sur la thématique, ce centre de

ressource permettra également de valoriser les événements, rapports ou actions des membres du réseau. A cet effet, un formulaire dédié a été créé permettant la transmission de ces informations et leur vérification par l'équipe en charge du projet. Une newsletter trimestrielle et des webinaires réguliers permettront également la valorisation de ces ressources et l'échange de pratiques entre les différents acteurs.

Avec le projet PARÉ, la fondation Droit d'Enfance espère donc fédérer l'ensemble des acteurs en prise avec la prostitution des mineurs afin de garantir une prise en charge adaptée des victimes et une réponse collective face au développement de ce phénomène sur le territoire français.

Ressources utiles

- [Accéder au Kit presse](#)
- [Télécharger le communiqué de presse en PDF](#)
- [Voir la page du projet PARÉ](#)

Droit d'Enfance

Fondation de protection de l'enfance reconnue d'utilité publique depuis 1866, elle accueille et accompagne en Île-de-France plusieurs centaines de garçons et de filles placé(e)s sous sa protection par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Droit d'Enfance coordonne et gère également [le numéro d'urgence européen 116000 Enfants Disparus](#) qui apporte un soutien juridique, psychologique et social aux familles d'enfants disparus. Enfin, la fondation est le membre français du [Service Social International \(SSI\)](#), acteur international de la protection de l'enfance.

Contact presse

Julien Landureau

09 70 75 94 31

julien.landureau@droitdenfance.org